



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un changement de politique favorable pour les personnes les plus vulnérables à la sécheresse

La communauté internationale développe actuellement des mesures politiques et des actions à mettre en œuvre pour aider les personnes les plus vulnérables à la sécheresse à agir sans délai à la suite d'un épisode de sécheresse. L'objectif poursuivi est d'éviter toute perte de vies humaines, minimiser l'impact sur les moyens de subsistance et la dégradation des propriétés et des écosystèmes.

Le [Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse](#), à la tête de cette initiative, organisera pour la première fois une réunion virtuelle qui regroupera quatre équipes spéciales, le 26 mars 2020. Les conclusions de cette initiative pourraient prendre effet dès 2022.

On ne saurait trop insister sur l'importance des systèmes d'alerte précoce et des actions précoces à mettre en œuvre au profit des personnes et des écosystèmes les plus vulnérables, ainsi que sur le besoin de se préparer à une intervention rapide.

La réunion virtuelle du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse a été convenue après l'annulation de la première réunion en face à face du Groupe, prévue du 25 au 27 mars à Bruxelles (Belgique), du fait de l'apparition et de la propagation du coronavirus COVID-19.

« Plus de 70 pays dans le monde sont touchés par la sécheresse et ce phénomène se répand dans de nouvelles zones, de manière plus longue et plus fréquente, s'étalant parfois sur plusieurs années, voire plusieurs décennies dans certaines régions. L'impact de ces nouveaux épisodes de sécheresse sur les personnes, les biens, les infrastructures et les écosystèmes est inédit et suscite une préoccupation grandissante aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement », a déclaré Ibrahim Thiaw, secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui facilite les activités du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse.

« Selon les estimations, la moitié des terres émergées de la planète seront arides, voire davantage en proie à la sécheresse d'ici à 2050. La multiplication des sécheresses doit nous faire prendre conscience de cette menace, notamment car certains effets évitables sont dus à des actions tardives, ou pire encore, à l'inaction. La possibilité offerte par le Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse de partager les expériences et de tirer des enseignements des meilleurs exemples d'atténuation de la sécheresse est un grand pas en avant », a-t-il ajouté.

À l'heure actuelle, des millions de personnes sont confrontées à des risques de sécheresse.

Dans quelques mois à peine (avril), 45 millions de personnes en Afrique australe pourraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire, en partie à cause de la sécheresse. Cette



situation, d'une ampleur inédite, rappelle celle causée par la sécheresse de 2015-2017. Le [Programme alimentaire mondial](#) devait lever 489 millions de dollars US avant février 2020 pour aider les 8,3 millions de personnes déjà en situation d'insécurité alimentaire dans la région, mais il reste la moitié de la somme à financer.

Selon un récent [rapport de la Banque mondiale](#), la sécheresse ravage des cultures pouvant nourrir 81 millions de personnes, soit une population équivalente à celle de l'Allemagne, chaque jour pendant un an. Ce phénomène est également l'une des principales raisons évoquées par les jeunes quittant leur foyer dans l'espoir d'une vie meilleure ailleurs, notamment en Europe, comme le montre une [étude récente](#) sur les mouvements migratoires au Maroc.

« Je ne saurais trop insister sur l'importance de cette nouvelle initiative intergouvernementale. Sa valeur dépasse largement les résultats immédiats qu'elle génère, à savoir sauver des vies et préserver le bétail, les pâturages et les moyens de subsistance face à la sécheresse. Cette initiative permettra d'accroître la sécurité dans certaines des zones les plus fragiles du monde », a expliqué Jarso Ibrahim Gollole, éleveur et conseiller en gestion des ressources naturelles auprès de [Mercycorps au Kenya](#), à propos des résultats attendus du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse.

« Les conflits générés au sein des communautés vivant sur notre territoire et au-delà qui se disputent en temps de sécheresse des pâturages de plus en plus petits et de moins en moins nombreux, seraient ainsi atténués. Par ailleurs, cette initiative permettrait de diminuer l'afflux de communautés en provenance des pays voisins qui cherchent à bénéficier des services publics réservés aux communautés touchées au Kenya, où les mesures de réponse à la sécheresse, bien qu'imparfaites, sont considérées comme de meilleure qualité. Une approche collective de gestion de la sécheresse est de loin préférable à ce que nous avons aujourd'hui », a-t-il ajouté.

La sécheresse et ses effets sont également abordés dans le cadre des procédures des Nations Unies relatives aux [changements climatiques](#) et à la [réduction des risques de catastrophe](#). Néanmoins, l'accent politique mis sur la sécheresse s'inscrit parmi les interventions ciblant d'autres catastrophes naturelles, qui sont plus perceptibles et qui bénéficient de mesures politiques plus fortes, notamment en raison de leur ampleur inattendue.

Par opposition, la sécheresse s'installe lentement et fait des ravages au sein de certaines des populations les plus pauvres du monde. En se concentrant exclusivement sur la sécheresse, le Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse entend élaborer des solutions mondiales concrètes, viables et appropriées pour lutter efficacement contre ses effets socioéconomiques.

« Un autre monde est possible. Tous les pays, quel que soit leur niveau de développement économique, peuvent faire face à la sécheresse. Nous pouvons par exemple citer l'Éthiopie dont la région du Tigré a connu une sécheresse durant la période 2014-2016, le Brésil et son célèbre plan de récolte des eaux dans le nord-est du pays, l'Australie et son fonds d'affectation spéciale pour la sécheresse qui vient en aide aux agriculteurs, ainsi que les

États-Unis et leur approche de gestion des sécheresses qui permet de publier rapidement un décret présidentiel. Notre gestion de la sécheresse doit changer fondamentalement », a affirmé Ibrahim Thiaw.

« La sécheresse ne connaît aucune barrière, ni politique, ni géographique. Elle nous unit tous. Le travail du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse peut générer la coordination nécessaire entre les parties prenantes à tous les niveaux et rassembler les pays touchés pour leur permettre d’agir ensemble et de collaborer », a déclaré Daniel Tsegai, responsable des questions liées aux sécheresses à la CNULCD et chargé des procédures du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse.

« Les activités du Groupe suscitent déjà un grand intérêt. Les gouvernements, les organisations internationales et non gouvernementales, ainsi que d’autres parties prenantes ont soumis près de 100 propositions à examiner. Celles-ci traitent de diverses problématiques, telles que la collaboration entre les institutions, les obstacles et les défis qui entravent les interventions de lutte contre la sécheresse et de relèvement, les possibilités et mesures d’action, ainsi que les enseignements tirés des réussites », a-t-il ajouté.

Le Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse a été créé en septembre 2019, au terme d’intenses négociations menées dans le cadre de la 14^e session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification.

Ses conclusions, comprenant des recommandations d’action, seront présentées aux décideurs politiques à l’occasion de la 15^e session de la Conférence des Parties, à l’automne 2021.

Notes à l’intention des rédacteurs

Pour des informations générales sur le Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse, veuillez-vous reporter à la rubrique [Foire aux questions](#). Pour de plus amples informations sur les réunions et les procédures du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse, veuillez contacter Daniel Tsegai, dtsegai@unccd.int ou consulter le site <https://www.unccd.int/news-events/call-experts-intergovernmental-working-group-drought>

Fact sheet

Veuillez trouver ci-jointe une liste des personnes pouvant être interviewées.

1. Mr. Daniel Tsegai
Programme Officer
UNCCD secretariat
E-mail: dtsegai@unccd.int
2. Dr. Caroline King-Okumu
International Development Opportunities Manager
Centre for Ecology and Hydrology
E-mail: carkin@ceh.ac.uk
3. Mr. Jarso Ibrahim Gollole



Natural Resource Advisor and Pastoralist
MercyCorps, Kenya
E-mail: jgollole@mercycorps.com

Pour toute question d'ordre médiatique, veuillez contacter wwischnewski@unccd.int

À propos de la CNULCD

La CNULCD est un accord international relatif à la bonne gestion des terres. Elle aide les peuples, les communautés et les pays à créer des richesses, développer leurs économies et assurer un approvisionnement suffisant en nourriture, eau et énergie, tout en garantissant aux utilisateurs des terres un environnement favorable à la gestion durable des terres. Grâce à la mise en place de partenariats, les 197 parties à la Convention ont établi des systèmes solides permettant de gérer rapidement et efficacement les situations de sécheresse. Une bonne gestion des terres reposant sur des politiques éclairées et des données scientifiques aide à intégrer et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, à renforcer la résilience face aux changements climatiques et à prévenir l'appauvrissement de la biodiversité.